

# Pouvoir d'achat : une exaspération à la mesure du décalage entre ressenti et « vérités » statistiques

 [lemonde.fr/economie/article/2018/11/16/pouvoir-d-achat-une-exasperation-a-la-mesure-du-decalage-entre-ressenti-et-verites-statistiques\\_5384312\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2018/11/16/pouvoir-d-achat-une-exasperation-a-la-mesure-du-decalage-entre-ressenti-et-verites-statistiques_5384312_3234.html)

Les données statistiques sur les revenus et les prix ne permettent pas de saisir les difficultés des Français.

Par Elise Barthet 16 novembre 2018

Pour une fois, statisticiens, économistes et ministres étaient au diapason. Après un début d'année difficile pour les finances des ménages, la fin 2018 s'annonçait, dans les prévisions au moins, relativement faste. « *C'est l'heure de la preuve*, assurait le ministre de l'action et des comptes publics, Gérald Darmanin, au *Journal du dimanche*, le 28 octobre, – *la preuve que nous tenons nos promesses*. » Celles d'un pouvoir d'achat regonflé par la baisse de la taxe d'habitation et la suppression totale des cotisations salariales à l'automne.

C'était sans compter la hausse intempestive des cours du pétrole et des taxes sur les carburants. Loin du satisfecit attendu, l'emballement des prix à la pompe a été le détonateur d'un mécontentement qui menace de virer au blocage si les « gilets jaunes » réussissent leur mobilisation, le 17 novembre. Une exaspération à la mesure du décalage entre le ressenti et les « vérités » statistiques. Rarement, l'abîme entre les chiffres et les maux a été aussi profond.

Car l'Insee et les think tanks de tous bords qui se sont penchés sur la question sont formels : le pouvoir d'achat, passé dans le rouge au premier trimestre (- 0,5 %), devrait bel et bien progresser de 1,7 % au quatrième. Sur l'ensemble de l'année, il croîtrait même de 1,3 %, malgré le rebond de l'inflation, le ralentissement des créations d'emplois et un taux de chômage qui peine à passer sous les 8,9 %.

## Une moyenne qui ne reflète pas la diversité des situations

---

Statistiquement parlant, Emmanuel Macron n'a donc pas tort d'affirmer que « *le pouvoir d'achat total a augmenté* ». Même mesuré par « unité de consommation », c'est-à-dire en tenant compte du fait que la vie en commun permet de partager les dépenses au sein des foyers, l'indicateur est orienté à la hausse. Comment, au vu des chiffres, expliquer le malaise exprimé par les « gilets jaunes » et leurs soutiens ?

Lire aussi « Gilets jaunes » : radiographie d'une colère

La réponse se trouve en partie dans la définition même du pouvoir d'achat. Calculé par l'Insee, il mesure l'évolution du revenu disponible brut (RDB) des ménages, corrigé du prix de la dépense. En d'autres termes, c'est un indicateur qui agrège les salaires, les revenus du patrimoine (loyers perçus, dividendes) et les prestations (retraites, allocations familiales), puis retranche de tout cela les impôts directs, les cotisations sociales et l'inflation.

« Ce qui ressort de nos enquêtes, c'est que les difficultés commencent à moins de 1 400 euros de revenus par mois. En dessous, ça devient vraiment compliqué de faire certaines dépenses », observe Sandra Hoibian, directrice adjointe du pôle Evaluation et société au Credoc.

Il s'agit d'une moyenne. Un curseur qui, par définition, ne reflète pas l'infinie diversité des situations personnelles des Français. Dans sa version courante, il ne fait pas la différence entre actifs, chômeurs ou retraités, vivant en ville, en périphérie ou à la campagne, en couple ou célibataire, cadres ou employés, locataires ou propriétaires... Et c'est là que le bât blesse. « *Ce n'est pas parce que la France s'enrichit, que tout le monde s'enrichit* », observe Sandra Hoibian, directrice adjointe du pôle Evaluation et société au Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc).

L'impact des mesures fiscales le montre. D'après les calculs de l'Institut des politiques publiques, les effets cumulés des réformes de 2018 et 2019 mènent à une perte de revenu disponible pour les 23 % de Français les plus modestes (les célibataires vivant avec moins de 14 370 euros par an et les familles avec deux enfants disposant de 29 960 euros ou moins). En cause, notamment, la hausse des taxes sur les carburants et le tabac, et la désindexation de certaines prestations sociales.

Lire aussi Le pétrole cher risque de peser sur la croissance française

Si les classes moyennes bénéficient, elles, d'une amélioration d'environ 1 %, leurs gains sont six fois moins importants que pour les très riches (les célibataires qui gagnent plus de 140 400 euros par an et les familles qui disposent de 294 830 euros ou plus). Ces derniers profitent de la réforme de l'impôt sur la fortune et, surtout, du plafonnement à 30 % de la taxation des revenus du capital.

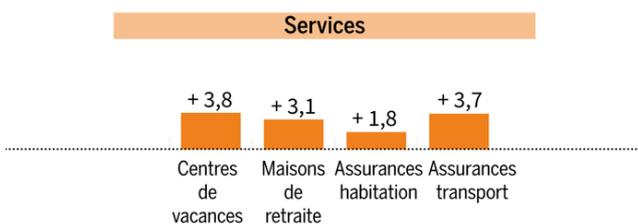
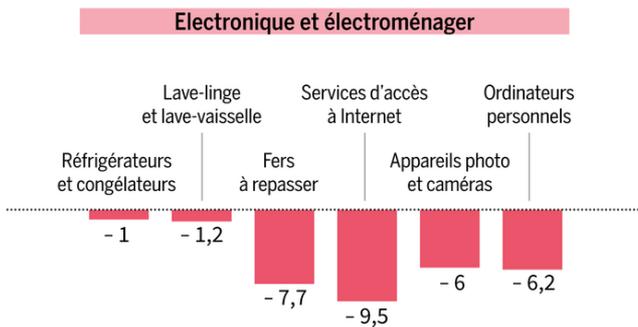
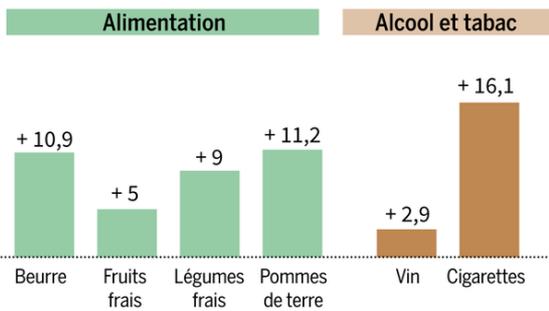
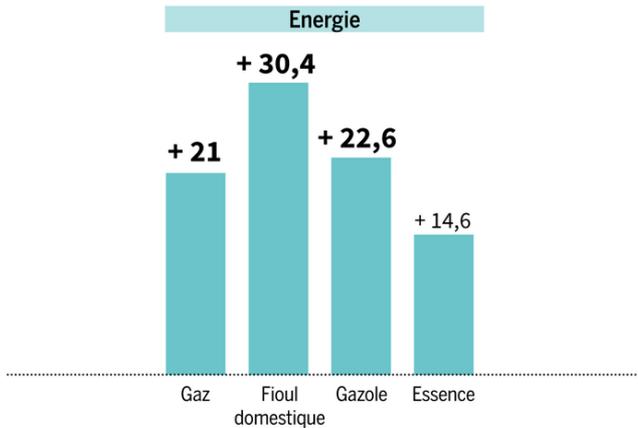
Mais la fiscalité n'est pas la seule responsable de la fragmentation des perceptions.

L'inflation, cette année, a progressé presque autant que les salaires. Entre octobre 2017 et octobre 2018, les prix ont crû de 2,2 % en moyenne, avec des variations considérables selon les produits.

# La hausse des prix alimente le mécontentement

## La flambée des prix de l'énergie

PROGRESSION DES PRIX SUR UN AN, D'OCTOBRE 2017 À OCTOBRE 2018, EN %



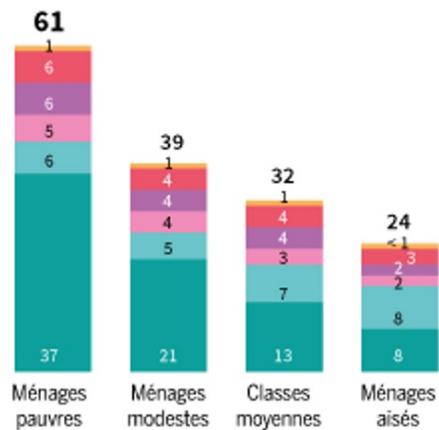
SOURCE : INSEE - INFOGRAPHIE LE MONDE

# Les dépenses contraintes pèsent davantage sur les plus fragiles

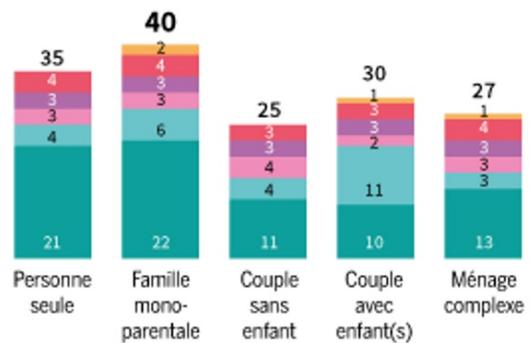
PART DES DÉPENSES CONTRAINTE DANS LE REVENU DISPONIBLE DES MÉNAGES, EN 2011, EN %

- Loyers et charges
- Assurance-santé
- Abonnements téléphonique et télévisuel
- Prêts immobiliers
- Autres assurances et frais bancaires
- Cantine scolaire

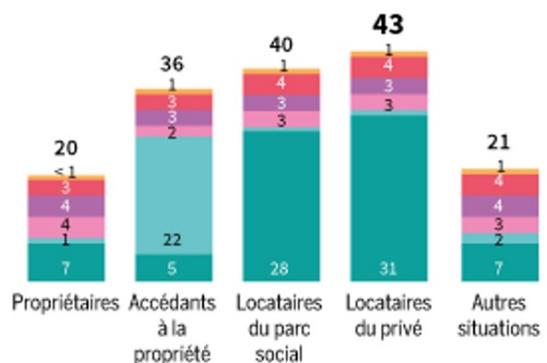
## Selon le niveau de vie



## Selon la situation familiale



## Selon le statut d'occupation du logement



SOURCE : DREES - INFOGRAPHIE LE MONDE

Le beurre, par exemple, a augmenté de 10,9 % sur un an, les pommes de terre de 11,2 %, les légumes frais de 9 %, le tabac de 16,8 %, le gaz de 21 %, le fioul domestique de 30,4 %, le gazole de 22,6 %, l'essence de 14,6 %, les timbres de 8,6 %. Parallèlement, les prix des biens d'équipement, comme les fers à repasser ou les ordinateurs, ont baissé. Mais les lave-linge ne se mangent pas et ne permettent pas (encore) de rouler ou de se chauffer.

L'Insee a raison de faire remarquer que les prix dans l'alimentation ou l'énergie sont très volatils, preuve en est le reflux actuel des cours du brut. Mais l'envolée des étiquettes sur les produits de consommation courante, même ponctuelle, joue à plein dans l'appréciation qu'a chacun de son pouvoir d'achat.

## Les dépenses « pré-engagées », 61 % des budgets modestes

---

Jusqu'à 61 % du budget des plus modestes est, en effet, déjà absorbé en dépenses « pré-engagées » (frais de logement, assurances, cantines, forfaits téléphoniques et audiovisuels), selon une étude publiée en mars 2018 par la direction de la recherche, de l'évaluation et des études statistiques du ministère de la santé et des solidarités (Drees). Le reste à vivre consacré aux dépenses dites « arbitrables » s'en trouve fatalement réduit. D'où l'effet décuplé que peut avoir sur certains foyers la hausse des carburants.

Il est d'autant plus prégnant qu'« *un cercle vicieux s'est mis en place, selon Sandra Hoibian, du Credoc : « Pour accéder à la propriété, les gens ont dû quitter les centres-villes. Ils se sont éloignés de leur travail et dépendent donc de la voiture. » « Ce qui ressort de nos enquêtes, ajoute-t-elle, c'est que les difficultés commencent à moins de 1 400 euros de revenus par mois. En dessous, ça devient vraiment compliqué de faire certaines dépenses. Pour que les personnes interrogées évoquent une réelle amélioration de leur situation, il faut une progression moyenne du pouvoir d'achat de plus de 2 % plusieurs années de suite. » Une situation qui ne s'est plus présentée depuis 2007...*

Lire aussi [Inégalités : les faiblesses du modèle français](#)

Pour Jean-Claude Daumas, auteur de *La Révolution matérielle, une histoire de la consommation* (Flammarion, 2018), la rupture intervient même plus tôt. « *Les mesures d'austérité adoptées en 1983, notamment la désindexation des salaires sur les prix, marquent une véritable rupture dans l'évolution des revenus* », écrit-il. Le renchérissement de l'immobilier a fait le reste. Il faudrait aujourd'hui 166 années à un ouvrier pour rattraper le niveau de vie d'un cadre supérieur, contre 36 en 1975. Pas étonnant que le pouvoir d'achat soit devenu un totem du mécontentement national.

Il est d'autant plus prégnant qu'« *un cercle vicieux s'est mis en place*, selon Sandra Hoibian, du Credoc : « *Pour accéder à la propriété, les gens ont dû quitter les centres-villes. Ils se sont éloignés de leur travail et dépendent donc de la voiture.* » « *Ce qui ressort de nos enquêtes, ajoute-t-elle, c'est que les difficultés commencent à moins de 1 400 euros de revenus par mois. En dessous, ça devient vraiment compliqué de faire certaines dépenses. Pour que les personnes interrogées évoquent une réelle amélioration de leur situation, il faut une progression moyenne du pouvoir d'achat de plus de 2 % plusieurs années de suite.* » Une situation qui ne s'est plus présentée depuis 2007...

Lire aussi Inégalités : les faiblesses du modèle français

Pour Jean-Claude Daumas, auteur de *La Révolution matérielle, une histoire de la consommation* (Flammarion, 2018), la rupture intervient même plus tôt. « *Les mesures d'austérité adoptées en 1983, notamment la désindexation des salaires sur les prix, marquent une véritable rupture dans l'évolution des revenus* », écrit-il. Le renchérissement de l'immobilier a fait le reste. Il faudrait aujourd'hui 166 années à un ouvrier pour rattraper le niveau de vie d'un cadre supérieur, contre 36 en 1975. Pas étonnant que le pouvoir d'achat soit devenu un totem du mécontentement national.